

Un exemplaire du présent prospectus simplifié provisoire a été déposé auprès de l'autorité en valeurs mobilières de chaque province du Canada; toutefois, ce document n'est pas encore dans sa forme définitive en vue du placement de titres. Les renseignements qu'il contient sont susceptibles d'être complétés ou modifiés. Les titres qu'il décrit ne peuvent être placés avant que l'autorité en valeurs mobilières n'ait visé le prospectus.

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts dans le présent prospectus. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Les titres décrits dans le présent prospectus simplifié ne sont offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa; ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites. Ces titres n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la loi des États-Unis intitulée Securities Act of 1933, dans sa version modifiée (la « Loi de 1933 »), ni d'aucune autre loi sur les valeurs mobilières d'un État et ils ne peuvent être offerts ni vendus aux États-Unis ni à des personnes des États-Unis (au sens attribué au terme U.S. person dans le Regulation S pris en vertu de la Loi de 1933) ou pour leur compte, si ce n'est conformément à une dispense des exigences d'inscription prévues par ces lois. Le présent prospectus simplifié ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation d'une offre d'achat de ces titres aux États-Unis. Se reporter à la rubrique « Mode de placement ».

Au Royaume-Uni, le placement (terme défini ci-après) ne peut être effectué qu'auprès i) de personnes à l'extérieur du Royaume-Uni ou ii) de personnes au Royaume-Uni qui a) sont des investisseurs qualifiés (au sens attribué au terme qualified investors à l'alinéa 86(7) de la loi du Royaume-Uni intitulée Financial Services and Markets Act 2000 (la « Loi FSMA »)) qui agissent à titre de contrepartistes ou dans les circonstances visées par le paragraphe 86(2) de la Loi FSMA et b) font partie des catégories de personnes indiquées au paragraphe 19(5) (Investment professionals) qui sont des personnes possédant une expérience professionnelle en matière de placement ou aux alinéas a) à d) du paragraphe 49(2) (high net worth companies, unincorporated associations, etc.) de l'ordonnance 2005 (Financial Promotion) prise en vertu de la Loi FSMA (les « personnes concernées »). Les titres offerts aux présentes s'adressent seulement aux personnes concernées et toute incitation, offre ou entente de souscription, d'achat ou de toute autre acquisition de tels titres seront effectués seulement avec de telles personnes concernées. Une personne qui n'est pas une personne concernée ne devrait pas agir sur la foi du présent document ou de son contenu ni s'en remettre à celui-ci. Le présent prospectus simplifié n'est pas un prospectus approuvé (au sens attribué au terme approved prospectus dans le paragraphe 85(7) de la Loi FSMA). En conséquence, son contenu n'a pas été examiné ni approuvé par l'autorité du Royaume-Uni appelée Financial Services Authority ni par la London Stock Exchange Plc et il n'a pas été approuvé par une personne autorisée en vertu de la Loi FSMA aux fins de l'article 21 de la Loi FSMA.

L'information intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié provient de documents déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus sur demande adressée au secrétaire de la Société au Suite 700, 324 – 8th Avenue S.W., Calgary (Alberta) T2P 2Z2, téléphone : 403 263-4534 ou sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse suivante : www.sedar.com.

PROSPECTUS SIMPLIFIÉ PROVISOIRE

Nouvelle émission

Le 17 janvier 2012



ANGLE ENERGY INC.

44 450 000 \$

7 000 000 d'actions ordinaires

6,35 \$ par action ordinaire

Le présent prospectus simplifié autorise le placement de 7 000 000 d'actions ordinaires (les « **actions offertes** ») d'Angle Energy Inc. (la « **Société** » ou « **Angle** ») au prix de 6,35 \$ chacune (le « **placement** »). Les actions ordinaires émises et en circulation de la Société (les « **actions ordinaires** ») sont actuellement inscrites à la Bourse de Toronto (la « **TSX** ») et y sont négociées sous le symbole « **NGL** ». Le 10 janvier 2012, soit le dernier jour de bourse précédant l'annonce publique du placement, le cours de clôture des actions ordinaires à la TSX s'élevait à 6,63 \$. Le 16 janvier 2012, dernier jour de bourse avant le dépôt du présent prospectus simplifié, le cours de clôture des actions ordinaires à la TSX était de 6,02 \$. La Société a demandé l'inscription à la cote de la TSX des actions offertes (y compris des actions ordinaires supplémentaires (terme défini ci-après) devant être émises aux termes de l'option de surallocation (terme défini ci-après)) placées aux termes du présent prospectus simplifié. L'inscription à la cote sera subordonnée à l'obligation, pour la Société, de remplir toutes les

conditions d'inscription de la TSX. Le prix d'offre a été fixé par voie de négociation entre la Société et FirstEnergy Capital Corp., à titre de chef de file (le « **chef de file** »), pour son propre compte et pour celui de BMO Nesbitt Burns Inc., Marchés mondiaux CIBC Inc., Financière Banque Nationale Inc., Paradigme Capital Inc., Valeurs mobilières Cormark Inc., AltaCorp Capital Inc. et Valeurs Mobilières Dundee Ltée (collectivement, les « **preneurs fermes** »). Se reporter à la rubrique « Mode de placement ».

	Prix d'offre	Rémunération des preneurs fermes ¹⁾	Produit net revenant à la Société ²⁾³⁾
Par action offerte.....	6,35 \$	0,3175 \$	6,0325 \$
Total	44 450 000 \$	2 222 500 \$	42 227 500 \$

Notes :

- 1) La Société s'est engagée à verser aux preneurs fermes une rémunération correspondant à 5 % du produit brut tiré du placement.
- 2) Avant déduction des frais liés au placement, estimés à 300 000 \$, qui seront réglés au moyen des fonds généraux de la Société.
- 3) La Société a attribué aux preneurs fermes une option de surallocation (l'« **option de surallocation** ») leur permettant d'acheter jusqu'à 1 050 000 actions ordinaires supplémentaires (les « **actions offertes supplémentaires** »), ce qui représente jusqu'à 15 % du nombre d'actions offertes placées, à leur gré, selon les mêmes modalités que celles du placement, qu'ils peuvent exercer en totalité ou en partie à l'occasion, mais au plus tard le 30^e jour suivant la clôture du placement, afin de couvrir les surallocations, le cas échéant, et aux fins de stabilisation du marché. Si l'option de surallocation était exercée intégralement, le prix d'offre, la rémunération des preneurs fermes et le produit net revenant à la Société (avant déduction des frais du placement) totaliseraient, respectivement, 51 117 500 \$, 2 555 875 \$ et 48 561 625 \$. Le présent prospectus simplifié autorise également le placement de l'option de surallocation attribuée et l'émission des actions offertes supplémentaires par suite de l'exercice de l'option de surallocation. Se reporter à la rubrique « Mode de placement ».

Le souscripteur qui achète des actions offertes supplémentaires visées par l'option de surallocation des preneurs fermes le fait aux termes du présent prospectus simplifié, peu importe si la position de surallocation est en fin de compte couverte par l'exercice de l'option de surallocation ou par des achats sur le marché secondaire.

Le tableau suivant indique le nombre d'actions offertes supplémentaires pouvant être émises aux termes de l'option de surallocation :

Position des preneurs fermes	Nombre maximal de titres détenus	Période d'exercice	Prix d'exercice
Option de surallocation	1 050 000 actions offertes supplémentaires	30 jours après la clôture du placement	6,35 \$ par action offerte supplémentaire

Les preneurs fermes, à titre de contrepartistes, offrent conditionnellement les actions offertes, sous réserve de leur vente antérieure et sous réserve de leur émission par la Société et de leur acceptation par les preneurs fermes conformément aux conditions énoncées dans la convention de prise ferme dont il est question à la rubrique « Mode de placement », et sous réserve de l'approbation de certaines questions d'ordre juridique relatives au placement par Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., pour le compte de la Société, et par Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL, pour le compte des preneurs fermes. Si les preneurs fermes prennent livraison des actions offertes, ils en prendront livraison à une date qui tombe au plus tard 42 jours après la date du visa à l'égard du prospectus simplifié définitif.

BMO Nesbitt Burns Inc. et Marchés mondiaux CIBC Inc. sont des filiales en propriété exclusive, directes ou indirectes, de banques canadiennes qui sont des prêteurs de la Société et envers lesquelles celle-ci est endettée. Par conséquent, la Société peut être considérée comme un émetteur associé à ces preneurs fermes aux fins de la réglementation sur les valeurs mobilières de certaines provinces. La Société affectera initialement le produit net tiré de l'émission des actions offertes au remboursement d'une partie de sa dette envers ces banques aux termes de ses facilités de crédit renouvelables, puis elle affectera celles-ci à son programme d'exploration courant. Se reporter aux rubriques « Relation entre la Société et certains preneurs fermes » et « Emploi du produit ».

Conformément aux modalités de la convention de prise ferme, les preneurs fermes ont accepté d'acheter à titre de contrepartistes, par voie de prise ferme, les pourcentages des actions offertes respectivement indiqués dans la convention de prise ferme auprès de la Société, et la Société a convenu d'émettre en leur faveur et de leur vendre la totalité des actions offertes au prix de 6,35 \$ chacune pour un produit brut totalisant 44 450 000 \$.

Sous réserve des lois applicables et sans que soit touchée leur ferme obligation d'acheter auprès de la Société 7 000 000 d'actions offertes au prix de 6,35 \$ chacune conformément à la convention de prise ferme, les preneurs fermes peuvent placer les actions offertes dans le public à un prix inférieur à celui qui est indiqué ci-dessus. Se reporter à la rubrique « Mode de placement ».

Les souscriptions d'actions offertes seront reçues sous réserve de leur rejet ou de leur allocation, en totalité ou en partie, et sous réserve du droit de clore les registres de souscription à tout moment et sans préavis. Il est prévu que la clôture du placement aura lieu vers le 2 février 2012 ou à toute autre date dont la Société et les preneurs fermes pourront convenir par écrit (la « **date de clôture** »). Sauf dans des circonstances restreintes, i) les actions offertes seront émises et déposées sous forme électronique auprès de Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« **CDS** ») ou son prête-nom par l'entremise du système d'inscription en compte administré par CDS, ii) aucun certificat représentant les actions offertes ne sera livré aux souscripteurs et iii) les souscripteurs ne recevront qu'un avis d'exécution du preneur ferme ou d'un autre courtier inscrit qui est un adhérent de CDS et auprès de qui ou par l'intermédiaire de qui les participations véritables dans les actions offertes sont achetées. Les souscripteurs qui ne reçoivent pas de certificat représentant les actions offertes qu'ils ont souscrites à la clôture ont le droit, en vertu de la loi de l'Alberta intitulée *Business Corporations Act*, de demander un certificat à leur nom. Ils devront faire cette demande par l'adhérent de CDS par l'intermédiaire duquel les participations véritables dans les titres sont détenues au moment de la demande. Sous réserve des lois applicables, les preneurs fermes peuvent, dans le cadre du placement, effectuer des opérations visant à stabiliser ou à maintenir le cours des actions ordinaires à d'autres niveaux que ceux qui se formeraient autrement sur le marché libre. Une fois commencées, ces opérations pourront être interrompues à tout moment. Se reporter à la rubrique « Mode de placement ».

Un placement dans les actions offertes est spéculatif en raison de la nature de la participation de la Société dans l'exploration pétrolière et gazière de même que dans l'acquisition, le développement et l'exploitation de réserves et de ressources de pétrole et de gaz naturel. L'entreprise de la Société est exposée à certains risques inhérents au secteur pétrolier et gazier, notamment les risques associés à la capacité de mettre en marché le pétrole et le gaz naturel, à la concurrence avec des entreprises dotées de ressources plus importantes, à l'acquisition, à l'exploration et à l'exploitation, au besoin de capitaux, aux fluctuations du cours du pétrole et du gaz naturel et de la demande s'y rapportant, ainsi qu'à la réglementation du secteur pétrolier et gazier par diverses autorités gouvernementales. Comme l'information sur les réserves, la récupération et la production qui est intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié est estimative, la production réelle des terrains de la Société et les réserves que la Société en récupérera en fin de compte pourraient être supérieures ou inférieures aux estimations figurant dans le présent prospectus simplifié. Le succès des acquisitions et des projets d'exploration ou de développement ne peut être garanti. Les investisseurs doivent se fier à la capacité, à l'expertise, au jugement, au pouvoir discrétionnaire, à l'intégrité et à la bonne foi de la direction de la Société. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque ». Les investisseurs éventuels devraient examiner attentivement les facteurs de risque dont il est question dans le prospectus simplifié à la rubrique « Facteurs de risque », de même que les facteurs de risque figurant dans la notice annuelle, qui est intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié.

Les investisseurs devraient se fier uniquement aux renseignements figurant dans le présent prospectus simplifié ainsi que dans les documents qui y sont intégrés par renvoi. La Société n'autorise personne à fournir des renseignements différents aux investisseurs. La Société n'offre pas les actions offertes dans un territoire où le placement n'est pas permis. Les renseignements figurant dans le présent prospectus ne sont

valides qu'à la date du prospectus en question. Sous réserve des obligations qui incombent à la Société en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, les renseignements figurant dans le présent prospectus simplifié ne sont exacts qu'à la date du présent prospectus simplifié, peu importe le moment auquel ce prospectus a été livré ou les actions offertes ont été vendues.

Le siège social de la Société est situé au Suite 2500, 450 – 1st Street S.W., Calgary (Alberta) T2P 5H1. Le bureau de direction de la Société est situé au Suite 700, 324 – 8th Avenue S.W., Calgary (Alberta) T2P 2Z2.

TABLE DES MATIÈRES

GLOSSAIRE.....	1
ÉNONCÉS PROSPECTIFS.....	2
MESURES NON CONFORMES AUX PCGR NI AUX IFRS.....	5
DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI.....	6
LA SOCIÉTÉ.....	7
ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ.....	8
STRUCTURE DU CAPITAL CONSOLIDÉ DE LA SOCIÉTÉ.....	8
DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS.....	10
COURS ET VOLUME DES OPÉRATIONS.....	10
VENTES OU PLACEMENTS ANTÉRIEURS.....	11
EMPLOI DU PRODUIT.....	12
MODE DE PLACEMENT.....	13
RELATION ENTRE LA SOCIÉTÉ ET CERTAINS PRENEURS FERMES.....	16
ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT.....	16
FACTEURS DE RISQUE.....	17
POURSUITES.....	19
AUDITEURS, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES.....	19
INTÉRÊTS DES EXPERTS.....	20
DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES.....	20
CONSETEMENTS DES AUDITEURS.....	C-1
ATTESTATION DE LA SOCIÉTÉ.....	A-1
ATTESTATION DES PRENEURS FERMES.....	A-2

GLOSSAIRE

Sauf indication contraire, dans le présent prospectus simplifié, les termes suivants ont le sens qui leur est donné ci-après :

« **ABCA** » désigne la loi de l'Alberta intitulée *Business Corporations Act*;

« **acquisition de Stonefire** » désigne l'acquisition par Angle de la totalité des actions de catégorie A et des actions de catégorie B émises et en circulation de Stonefire;

« **actifs de Compton** » désigne les actifs décrits dans la déclaration d'acquisition d'entreprise de la Société datée du 4 août 2010 à l'égard de l'acquisition de certains actifs de Compton Petroleum Corporation, de Compton Petroleum et de Hornet Energy Ltd.;

« **actions offertes** » a le sens qui lui est donné sur la page couverture du présent prospectus simplifié;

« **actions ordinaires** » désigne les actions ordinaires du capital-actions de la Société;

« **Angle** » ou la « **Société** » désigne Angle Energy Inc.;

« **chef de file** » désigne FirstEnergy Capital Corp.;

« **circulaire de sollicitation de procurations** » désigne la circulaire de sollicitation de procurations par la direction datée du 31 mars 2011 à l'égard de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 25 mai 2011;

« **convention de prise ferme** » désigne la convention datée du 10 janvier 2012, qui prend effet à cette date, conclue entre la Société et les preneurs fermes à l'égard du placement;

« **date de clôture** » désigne la date de clôture du placement, qui devrait être le 2 février 2012 ou une autre date dont la Société et les preneurs fermes peuvent convenir;

« **débenture** » désigne une débenture que la Société a émise aux termes d'un appel public à l'épargne de la Société de débentures subordonnées, non garanties et convertibles à 5,75 % d'un capital global de 60 millions de dollars, à un prix de 1 000 \$ par débenture, placement qui a été réalisé le 6 janvier 2011;

« **États-Unis** » ou « **US** » désigne les États-Unis d'Amérique;

« **facilités de crédit** » a le sens qui lui est donné à la note 3 du tableau figurant à la rubrique « Structure du capital consolidé de la Société »;

« **IFRS** » désigne les Normes internationales d'information financière adoptées par l'International Accounting Standards Board;

« **Loi de 1933** » désigne la loi des États-Unis intitulée *Securities Act of 1933*, dans sa version modifiée;

« **notice annuelle** » désigne la notice annuelle de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, qui est datée du 25 mars 2011;

« **option de surallocation** » désigne l'option de surallocation octroyée aux preneurs fermes leur permettant d'acheter jusqu'à 1 050 000 actions ordinaires supplémentaires, à leur gré, selon les mêmes modalités que celles du placement;

« **PCGR** » désigne les principes comptables généralement reconnus du Canada;

« **placement** » a le sens qui lui est donné sur la page couverture du présent prospectus simplifié;

« **preneurs fermes** » désigne le chef de file, BMO Nesbitt Burns Inc., Marchés mondiaux CIBC Inc., Financière Banque Nationale Inc., Paradigme Capital Inc., Valeurs mobilières Cormark Inc., AltaCorp Capital Inc. et Valeurs Mobilières Dundee Ltée;

« **Stonefire** » désigne Stonefire Energy Corp., qui a été liquidée le 31 mars 2010 en conformité avec les dispositions de l'ABCA;

« **TSX** » désigne la Bourse de Toronto.

Le singulier englobe le pluriel et le masculin englobe le féminin, et vice versa.

Sauf indication contraire, toutes les sommes qui figurent dans le présent prospectus simplifié sont exprimées en dollars canadiens.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent prospectus simplifié, y compris les documents qui y sont intégrés par renvoi, renferme certains énoncés prospectifs et certains renseignements de nature prospective (collectivement, les « énoncés prospectifs ») au sens des lois sur les valeurs mobilières canadiennes. Tous les énoncés qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs. L'emploi d'expressions comme « s'attendre », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier », « prédire » ou « cibler », du conditionnel ou du futur ou d'expressions similaires suggérant des résultats futurs ou des perspectives permettent souvent, mais pas toujours, de repérer les énoncés prospectifs. Plus particulièrement, le présent prospectus simplifié et les documents qui y sont intégrés par renvoi renferment des énoncés prospectifs se rapportant à ce qui suit :

- l'emploi du produit tiré du placement;
- la conclusion du placement;
- les caractéristiques de rendement des terrains pétrolifères et gazéifères de la Société;
- les stratégies et les plans commerciaux;
- les programmes d'immobilisations ainsi que le moment et le mode de leur financement;
- la capacité de la Société de forer avec succès des puits conformément aux attentes de la direction;
- les frais d'exploitation;
- la quantité des réserves de la Société;
- la valeur actualisée nette des produits d'exploitation nets futurs tirés des réserves;
- les niveaux de production des actifs de la Société;
- la mise en production des réserves de la Société et le moment de celle-ci;

- les plans et coûts de forage prévus;
- les activités de forage et la présence de gisements de pétrole ou d'accumulations de gaz naturel;
- les prix des marchandises;
- les projections des coûts;
- l'offre et la demande de pétrole et de gaz naturel;
- la capacité d'accroître la capacité des usines et les coûts connexes;
- le moment du placement des actions offertes;
- les répercussions et les avantages prévus de l'acquisition d'actifs pour la Société;
- le niveau prévu des redevances, des frais d'exploitation, des frais d'administration, des frais des services de même que des autres coûts et frais;
- les attentes ayant trait à la capacité de réunir des capitaux et d'augmenter constamment les réserves grâce à des acquisitions, à l'exploration et au développement;
- les évaluations inexactes de la valeur des acquisitions de même que des programmes d'exploration et de développement;
- les problèmes d'ordre géologique et technique et ceux qui sont liés au forage et au traitement;
- la non-matérialisation des avantages prévus des acquisitions, y compris de l'acquisition de Stonefire et de celle des actifs de Compton;
- le traitement en vertu des régimes de réglementation gouvernementaux et des lois fiscales.

Les énoncés relatifs aux « réserves » sont réputés être des énoncés prospectifs, puisqu'ils comportent l'évaluation implicite, fondée sur certaines estimations et hypothèses, que les quantités prévues ou estimées des réserves décrites existent et que ces réserves peuvent être exploitées de façon rentable à l'avenir.

On ne devrait pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui sont incertains de par leur nature, reposent sur des estimations et des hypothèses et font l'objet de risques et d'incertitudes connus et inconnus (d'ordre général et particulier) qui peuvent faire en sorte que les événements ou les circonstances futurs prévus par les énoncés prospectifs ne se matérialisent pas. Rien ne garantit que les plans, les intentions ou les attentes sous-tendant les énoncés prospectifs se réaliseront. Les résultats réels différeront, et ces différences pourraient être importantes et défavorables pour la Société et ses actionnaires.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les opinions actuelles de la Société de même que sur les hypothèses qu'elle a posées et les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle en ce qui a trait, notamment, au rendement financier prévu et au rendement prévu des puits et des systèmes géologiques, aux perspectives commerciales, aux stratégies, à l'évolution de la réglementation, aux prix futurs des marchandises, aux niveaux de production futurs des actifs de la Société, à la capacité d'obtenir dans les délais opportuns le matériel permettant d'exercer les activités de développement, à la capacité de mettre en marché le pétrole et le gaz naturel auprès de clients existants et de nouveaux clients, à l'incidence de

l'accroissement de la concurrence, à la capacité d'obtenir du financement selon des modalités acceptables, à la capacité d'augmenter la production et les réserves au moyen d'activités d'acquisition, d'exploration et de développement selon les structures de coûts antérieures, à l'obtention des approbations des autorités de réglementation en temps voulu et au fait qu'aucun événement important ne surviendra hors du cours normal des activités d'Angle. Même si la direction estime que ces hypothèses sont raisonnables d'après les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle, elles pourraient se révéler inexactes. Se reporter également à la rubrique « Énoncés prospectifs » dans la notice annuelle.

De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des risques et des incertitudes inhérents (d'ordre général et particulier), dont certains sont indépendants de la volonté d'Angle, et le risque que les énoncés prospectifs ne se matérialisent pas. Ces facteurs comprennent notamment l'incapacité de réaliser le placement, des problèmes imprévus d'intégration des actifs acquis dans les activités de la Société, les risques associés au rendement des réservoirs et à l'exploration pétrolière et gazière, les risques d'ordre financier, les besoins de capitaux importants, le financement bancaire, la réglementation gouvernementale, les questions d'ordre environnemental, les prix, les marchés et la commercialisation, la dépendance à l'égard du personnel clé, la disponibilité du matériel de forage et l'accès à celui-ci, les risques non assurables, la gestion de la croissance, l'expiration des licences et des baux, l'estimation des réserves, le caractère saisonnier, la concurrence livrée par les participants du secteur d'activité dans les régions principales où Angle exerce ses activités, les conflits d'intérêts, le titre de propriété à l'égard des terrains, les variations des taux de change de même que les opérations de couverture et l'incertitude dans les marchés financiers mondiaux. Il existe aussi un risque et de l'incertitude liés à l'accès à l'infrastructure ou à son agrandissement, notamment à des pipelines adéquats à des conditions ou des coûts acceptables. Se reporter aux rubriques « Énoncés prospectifs » et « Facteurs de risque » dans la notice annuelle de même que dans le rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 et pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2011.

Les estimations de la production d'Angle reposent sur le succès de son programme de forage. Angle pourrait ne pas atteindre ses cibles de forage si elle n'a pas accès à des installations de forage et au matériel connexe en temps opportun et à des prix raisonnables en raison de la forte demande dans le secteur d'activité, si les mauvaises conditions météorologiques l'empêchent d'accéder aux sites de forage, si elle tarde à obtenir le consentement du propriétaire pour l'accès de surface et si elle obtient en retard les licences à l'égard des puits et les permis de forage. Les dépenses en immobilisations pourraient être supérieures à celles qui ont été prévues à cause des facteurs qui précèdent de même qu'en raison de l'inflation générale dans le secteur d'activité. En outre, la Société pourrait choisir de réduire les dépenses en immobilisations si les prix des marchandises sont plus bas que les niveaux qu'elle avait prévus dans ses budgets, ce qui l'empêcherait d'atteindre ses cibles de forage et aurait une incidence sur sa production estimative.

Bon nombre de facteurs pourraient ramener les niveaux de production à des niveaux inférieurs à ceux qui ont été prévus, notamment une baisse plus importante que prévue de la production existante en raison d'un piètre rendement des réservoirs, une infiltration imprévue d'eau ou d'autres fluides dans la formation exploitée, des défaillances mécaniques ou une erreur humaine ou l'incapacité d'accéder aux installations de production.

En Amérique du Nord, le prix du gaz naturel est principalement dicté par l'équilibre entre l'offre et la demande. Comme la demande est surtout touchée par les besoins de chauffage en hiver et les besoins de climatisation en été, elle diminue en cas d'hiver chaud et/ou d'été frais. L'offre provient généralement d'entreprises nationales et réagit aux prix, mais elle peut parfois être également influencée par la capacité de livraison des liquides de gaz naturel sur le marché nord-américain. Le prix du pétrole brut est fixé en dollars américains sur le marché mondial et est tributaire de l'offre et de la demande mondiales de même que d'événements exogènes, comme l'activité terroriste dans les pays exportateurs du pétrole. Le ralentissement économique attribuable à la récession que connaissent actuellement plusieurs grandes

économies du monde pourrait réduire davantage la demande et le prix du pétrole brut. Les producteurs canadiens obtiennent des prix en dollars canadiens pour le pétrole brut, les liquides de gaz naturel et le gaz naturel, déterminés en grande partie par le prix en dollars américains de ces produits rajusté en fonction du taux de change du dollar américain en dollar canadien. Le taux de change est tributaire de nombreux facteurs, qui entraînent et continueront d'entraîner une volatilité élevée.

Les estimations des flux de trésorerie et des niveaux d'endettement reposent sur des hypothèses ayant trait à la production et au chiffre d'affaires, à la composition de la production, aux prix du gaz naturel, des liquides de gaz naturel et du pétrole, aux taux de redevances, aux frais d'exploitation et aux frais d'administration, de même qu'aux dépenses en immobilisations. Le risque que les flux de trésorerie liés aux activités soient moins élevés que prévu ou que les niveaux d'endettement soient plus élevés que prévu est la résultante de tous les risques affectant les diverses facettes de la Société. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, se reporter au rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 et pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2011.

Les lecteurs devraient savoir que ces facteurs de risque sont difficiles à prévoir et que les hypothèses qui ont servi à préparer ces renseignements, bien qu'elles aient été considérées comme raisonnablement exactes à ce moment-là, pourraient se révéler inexactes. Compte tenu du risque lié au coût de développement et à la fluctuation des prix des marchandises, rien ne garantit qu'il sera commercialement viable d'exploiter une portion des ressources mentionnées. Par conséquent, les résultats réellement atteints différeront de l'information fournie dans les présentes et les différences pourraient être importantes. Les lecteurs devraient savoir que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. La Société ne déclare donc pas que les résultats réellement atteints seront en tous points ou en partie identiques à ceux que prévoient les énoncés prospectifs. De plus, les énoncés prospectifs figurant dans le présent prospectus simplifié sont faits à la date des présentes, et ni la Société ni les preneurs fermes ne sont tenus, sauf si les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent, de les mettre publiquement à jour ou de les réviser par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Les énoncés prospectifs figurant dans les présentes doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR NI AUX IFRS

Le présent prospectus simplifié et certains documents qui y sont intégrés par renvoi renferment des termes comme « revenus nets d'exploitation », « fonds provenant de l'exploitation », « fonds provenant de l'exploitation par action », « dette nette » et « charges d'exploitation décaissées » qui ne sont pas des mesures reconnues aux termes des PCGR du Canada ni des IFRS. La Société a recours à ces mesures pour évaluer sa performance. La direction estime que les revenus nets d'exploitation représentent une mesure importante, car ils rendent compte de la rentabilité de la Société compte tenu des prix actuels des marchandises. La Société utilise les fonds provenant de l'exploitation pour analyser sa performance et elle considère que ces fonds représentent une mesure essentielle, car ils témoignent de la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses futures dépenses en immobilisations (dépenses d'investissement selon les IFRS) et au remboursement de sa dette. Les fonds provenant de l'exploitation sont définis par la Société comme correspondant au bénéfice net, plus certains éléments sans effet sur la trésorerie [épuisement, amortissement et désactualisation, rémunération à base d'actions, impôts futurs et gains ou pertes non réalisés (profits ou pertes latents selon les IFRS) sur les activités de gestion des risques], à l'exclusion de la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation (activités opérationnelles selon les IFRS) ainsi que des dépenses relatives aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et à la remise en état. La Société présente aussi les fonds provenant de l'exploitation par action, les montants par action étant calculés en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation, conformément au calcul du bénéfice par action. La méthode qu'utilise Angle pour calculer les fonds provenant de l'exploitation peut ne pas être comparable à celle qu'utilisent d'autres sociétés, et cette mesure ne saurait se substituer aux flux de trésorerie liés aux

activités d'exploitation (flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles selon les IFRS), au bénéfice net ni à d'autres mesures de la performance financière établies selon les PCGR du Canada et les IFRS. Angle définit la dette nette comme étant la somme de la dette à long terme et du fonds de roulement, compte non tenu des actifs et des passifs liés à la gestion des risques et des impôts futurs connexes. La dette nette est une mesure utilisée par la direction d'Angle pour assurer le suivi des fonds disponibles aux termes de ses facilités de crédit. Les charges d'exploitation décaissées se définissent comme la somme des charges d'exploitation (charges opérationnelles selon les IFRS), des frais de transport, des frais généraux et frais d'administration (charges générales et administratives selon les IFRS) et des intérêts débiteurs (charges d'intérêts selon les IFRS).

Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de consulter les rapports de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, qui renferment une définition des « fonds provenant de l'exploitation » et un rapprochement de ceux-ci avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles selon les IFRS) et qui sont intégrés par renvoi aux présentes.

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

L'information intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié provient de documents déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus sur demande adressée au secrétaire de la Société au Suite 700, 324 – 8th Avenue S.W., Calgary (Alberta) T2P 2Z2, téléphone : 403 263-4534. En outre, ces documents peuvent être consultés sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« **SEDAR** ») à www.sedar.com.

Les documents suivants de la Société, qui ont été déposés auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes ou d'autorités analogues au Canada, sont expressément intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié et en font partie intégrante, dans la mesure où leur contenu n'est pas remplacé ou modifié par un énoncé du présent prospectus simplifié ou d'un document déposé ultérieurement qui est réputé intégré par renvoi dans le présent prospectus simplifié :

- a) la notice annuelle;
- b) la circulaire de sollicitation de procurations;
- c) les états financiers consolidés audités de la Société, y compris les notes y afférentes et le rapport des auditeurs connexe, pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009 et à ces dates;
- d) le rapport de gestion de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009;
- e) les états financiers consolidés non audités de la Société pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2011 et 2010;
- f) le rapport de gestion de la Société pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2011 et 2010;
- g) la déclaration d'acquisition d'entreprise de la Société datée du 4 août 2010 à l'égard de l'acquisition des actifs de Compton;

- h) la déclaration de changement important datée du 7 janvier 2011 à l'égard d'un appel public à l'épargne de la Société relatif aux débentures;
- i) la déclaration de changement important datée du 3 mars 2011 à l'égard notamment des réserves et des résultats d'exploitation de la Société pour 2010.

Tous les documents devant être intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié aux termes du *Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié*, y compris toute notice annuelle, les états financiers annuels et le rapport des auditeurs connexe, les états financiers intermédiaires, le rapport de gestion, les déclarations de changement important (sauf les déclarations de changement important confidentielles), les déclarations d'acquisition d'entreprise et les circulaires de sollicitation de procurations, que la Société dépose auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada après la date du présent prospectus simplifié et avant la fin du placement sont réputés être intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié.

Tout énoncé contenu aux présentes ou dans un document intégré ou réputé intégré dans les présentes par renvoi sera réputé avoir été modifié ou remplacé aux fins du présent prospectus simplifié, dans la mesure où un énoncé contenu aux présentes ou dans un autre document déposé ultérieurement qui est aussi intégré ou réputé intégré dans les présentes par renvoi, le modifie ou le remplace. L'énoncé qui modifie ou qui remplace n'a pas besoin d'indiquer qu'il modifie ou qu'il remplace un énoncé antérieur ni d'inclure tout autre renseignement mentionné dans le document qu'il modifie ou qu'il remplace. Le fait de faire un énoncé qui modifie ou qui remplace n'est pas réputé être une admission à quelque fin que ce soit voulant que l'énoncé modifié ou remplacé, lorsqu'il a été fait, constituait une présentation inexacte des faits, une déclaration fausse à l'égard d'un fait important ou l'omission de déclarer un fait important qui doit être déclaré ou qui est nécessaire pour rendre l'énoncé non trompeur à la lumière des circonstances dans lesquelles il a été fait. Tout énoncé ainsi modifié ou remplacé n'est pas réputé, sauf dans la mesure où il est ainsi modifié ou remplacé, faire partie du présent prospectus simplifié.

Les renseignements qui figurent ou peuvent autrement être consultés sur le site Web d'Angle, www.angleenergy.com, ou sur tout site Web, sauf les documents intégrés dans les présentes par renvoi et déposés sur le site Web de SEDAR, ne font pas partie du présent placement.

LA SOCIÉTÉ

La Société a été constituée en vertu de l'ABCA le 23 janvier 2004 sous la dénomination « 1087577 Alberta Ltd. ». Elle a été renommée « Angle Energy Inc. » le 26 mars 2004. Le 15 juin 2004, la Société a modifié ses statuts constitutifs afin de créer un nombre illimité d'actions privilégiées, pouvant être émises en séries, et pour supprimer les restrictions applicables au transfert d'actions.

Angle a une filiale en propriété exclusive nommée Angle Resources Inc. (« **ARI** »), qui a été constituée en Alberta le 8 juillet 2008. Angle et ARI ont conclu une convention de société, avec prise d'effet le 1^{er} octobre 2008, en vue de former Angle Energy Partnership, société en nom collectif créée en vertu des lois de l'Alberta. Angle est un « émetteur assujéti » ou l'équivalent dans chaque province du Canada.

Le bureau de direction de la Société est situé au Suite 700, 324 – 8th Avenue S.W., Calgary (Alberta) T2P 2Z2. Son siège social est situé au Suite 2500, 450 – 1st Street S.W., Calgary (Alberta) T2P 5H1.

ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Généralités

Angle est un producteur orienté sur la croissance et axé sur l'exploration, qui met l'accent sur la récupération rentable des réserves à partir d'importantes accumulations de ressources en place de gaz naturel riche en liquides et de pétrole brut léger. Elle cible surtout des régions situées en Alberta et, à l'heure actuelle, elle exploite principalement du gaz naturel riche en liquides et du pétrole brut léger dans lequel elle a une participation directe élevée.

Le succès d'Angle est principalement attribuable à ses programmes de forage de puits d'exploration et de développement efficaces, conjugués à une planification financière stratégique et à l'accent mis sur la structure du capital. La Société a conservé une structure du capital simple, les émissions de titres de participation servant de plateforme pour accélérer l'expansion des projets initiaux et les titres de créance étant employés pour l'expansion à un stade ultérieur ou pour des acquisitions opportunistes dans une conjoncture de prix des marchandises adéquate.

Angle préfère forer dans des régions où elle peut réaliser des projets visant plusieurs puits dans lesquels elle a une participation directe élevée et exploiter la production qui en découle. En outre, elle devrait pouvoir accéder à l'infrastructure actuelle permettant de transporter et de traiter les produits extraits. Une fois qu'elle aura passé en revue puis réglé une partie ou la totalité de ces facteurs, Angle mettra en œuvre une stratégie consistant à acquérir des terrains en vue d'y forer des puits par l'entremise d'achats directs de terres de la Couronne, de prises d'intérêts franches et industrielles ou encore d'acquisitions d'actifs ou de sociétés.

Avant 2009, la Société n'a accru ses réserves qu'en forant des puits, puisqu'elle n'a acquis aucun terrain ni aucune société importante auparavant. En 2009, elle a acheté des actifs dans la région de Ferrier et, en 2010, dans la région d'Edson, dans le cadre de l'acquisition de Stonefire et de l'acquisition des actifs de Compton. Ces opérations reflètent la stratégie de la Société, à savoir rechercher activement sur le marché des occasions d'acquisition qui lui permettront d'élargir ses activités d'exploration et de développement dans des régions où la direction de la Société a prouvé sa capacité.

Même s'il est difficile de prévoir le moment auquel aura lieu une acquisition compte tenu du caractère opportuniste des acquisitions, la Société continue de rechercher des acquisitions qui lui donneront d'autres possibilités d'exploration et de développement dans des régions où elle exerce actuellement ses activités ou souhaite les élargir. Angle est bien placée pour continuer à exécuter ses plans de forage tout en saisissant les occasions d'acquisition appropriées.

Pour de plus amples renseignements sur l'acquisition de Stonefire, l'acquisition des actifs de Compton et le développement général de l'activité et les terrains de la Société, se reporter aux rubriques « Développement général de l'activité » et « Description des activités » dans la notice annuelle de la Société.

STRUCTURE DU CAPITAL CONSOLIDÉ DE LA SOCIÉTÉ

Le tableau suivant présente la structure du capital consolidé de la Société au 30 septembre 2011, compte tenu et compte non tenu du présent placement. Ce tableau doit être lu à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et des états financiers consolidés non audités de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011, y compris les notes y afférentes respectives et du rapport de gestion de chacune de ces périodes, lesquels sont intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié.

Description	Autorisé	Au 30 septembre 2011, compte non tenu du présent placement ⁴⁾	Au 30 septembre 2011, compte tenu du présent placement ¹⁾
Capital-actions			
Actions ordinaires ²⁾⁴⁾	Illimité	311 307 000 \$ (72 820 831 actions)	353 534 500 \$ (79 820 831 actions)
Actions privilégiées	Illimité	Néant (aucune action privilégiée)	Néant (aucune action privilégiée)
Dette			
Facilités de crédit ³⁾	210 000 000 \$	127 281 000 \$	85 053 500 \$
Débetures⁵⁾	60 000 000 \$	56 885 000 \$	56 885 000 \$

Notes :

- 1) Compte non tenu de l'exercice de l'option de surallocation, en fonction de l'émission de 7 000 000 actions offertes aux termes du placement, pour un produit brut de 44 450 000 \$, déduction faite de la rémunération des preneurs fermes de 2 222 500 \$, mais avant la déduction des frais du placement, estimés à environ 300 000 \$ avant l'incidence fiscale future connexe.

Les tableaux ne tiennent pas compte des actions offertes supplémentaires, s'il y a lieu, émises à l'exercice de l'option de surallocation. La Société a octroyé aux preneurs fermes une option de surallocation visant l'achat de 1 050 000 actions ordinaires supplémentaires, soit jusqu'à 15 % des actions offertes aux termes du placement, au gré des preneurs fermes, selon les mêmes conditions que pour le placement, et qui peuvent être exercées en tout ou en partie, de temps à autre, mais au plus tard le 30^e jour suivant la clôture du placement, pour couvrir la surallocation, le cas échéant, et à des fins de stabilisation du marché.
- 2) La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires. Au 16 janvier 2012, 72 837 831 actions ordinaires étaient émises et en circulation, entièrement libérées et non susceptibles d'appels subséquents. De plus, 5 761 216 actions ordinaires ont été réservées à des fins d'émission à l'exercice d'un nombre équivalent d'options en cours visant l'achat d'actions ordinaires émises dans le cadre du régime d'options sur actions de la Société.
- 3) La Société dispose de facilités de crédit renouvelables et confirmées auprès de trois banques à charte comportant une limite d'emprunt de 210 millions de dollars (les « **facilités de crédit** »). La prochaine évaluation semestrielle des facilités de crédit doit avoir lieu au plus tard le 29 avril 2012. Les facilités de crédit peuvent être prorogées et renouvelées au-delà de la période initiale de un an si la Société en fait la demande et si les prêteurs y consentent. La période de renouvellement actuelle prend fin le 28 avril 2012. Si les facilités de crédit ne peuvent être renouvelées, elles seront converties en une facilité d'emprunt à terme non renouvelable de 366 jours. Le montant de la facilité est assujéti à un critère de limite d'emprunt qui est établi sur une base périodique par les prêteurs en fonction essentiellement des réserves, des prix des marchandises qu'ils estiment et d'autres facteurs. Une diminution de la limite d'emprunt pourrait entraîner une réduction des facilités de crédit, ce qui pourrait faire en sorte que la Société soit tenue de rembourser les prêteurs. Les avances consenties aux termes des facilités de crédit sont sous forme d'avances directes ou d'acceptations bancaires. Les facilités de crédit portent intérêt au taux préférentiel des banques majoré d'une marge (variant de 1 % à 2,5 %) ou au taux des acceptations bancaires majoré d'une commission d'attente (variant de 2 % à 3,5 %) en fonction du ratio de la dette totale consolidée sur les flux de trésorerie de la Société.
- 4) Au 30 septembre 2011, Angle avait 5 727 717 options en cours aux termes de son régime d'options sur actions. Les options peuvent être exercées contre des actions ordinaires à des prix d'exercice variant de 3,90 \$ à 9,49 \$ l'action ordinaire et elles échoient cinq ans après la date d'attribution ou plus tôt selon la réalisation de certains événements. Les droits sur les options sur actions attribuées s'acquièrent par tranche de un tiers au premier, au deuxième et au troisième anniversaires de la date d'attribution (sous réserve d'un devancement en cas de changement de contrôle). En novembre 2011, 137 500 options supplémentaires, à un prix d'exercice moyen de 6,56 \$ et échéant en novembre 2016 ont été attribuées. En novembre 2011, 7000 options, à un prix d'exercice moyen pondéré de 4,43 \$, ont été exercées; en décembre 2011, 10 000 options, à un prix d'exercice moyen pondéré de 5,30 \$, ont été exercées. Par conséquent, en novembre 2011, 7 000 actions ordinaires ont été émises en vertu de l'exercice de 7 000 options et en décembre 2011, 10 000 actions ordinaires ont été émises en vertu de l'exercice de 10 000 options. En novembre 2011, 5 667 options aux droits non acquis, à un prix d'exercice moyen pondéré de 7,90 \$, ont été frappées d'extinction et annulées; en janvier 2012, 81 334 options aux droits non acquis, à un prix d'exercice moyen pondéré de 7,00 \$, ont été frappées d'extinction et annulées. À la date des présentes, il y avait 5 761 216 options en cours aux termes du régime d'options sur actions d'Angle, à un prix d'exercice moyen pondéré de 6,41 \$ l'option. Se reporter aux rubriques « Ventes ou placements antérieurs » et « Mode de placement ».
- 5) Le 6 janvier 2011, la Société a émis les débetures d'un montant en capital total de 60,0 millions de dollars. Le solde reflète les composantes passif et capitaux propres des débetures non converties. Les débetures sont inscrites au passif, déduction faite de la juste valeur de l'option de conversion, laquelle est comptabilisée dans les capitaux propres et déduction faite des frais d'émission. Par conséquent, au 30 septembre 2011, environ 52,8 millions de dollars étaient classés dans le passif et environ 4,1 millions de dollars étaient inclus dans les capitaux propres. Sur la durée des débetures, le passif fera l'objet d'un accroissement, afin d'atteindre le solde du capital des débetures en circulation lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'accroissement sera imputé aux charges d'intérêts. Les débetures sont actuellement convertibles en actions ordinaires au prix de conversion de 12,55 \$ par action ordinaire.

DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS

Le capital autorisé d'Angle se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées, pouvant être émises en série. Au 16 janvier 2012, 72 837 831 actions ordinaires étaient émises et en circulation et aucune action privilégiée n'était émise ou en circulation. Se reporter à la rubrique « Structure du capital consolidé de la Société ».

Les porteurs d'actions ordinaires peuvent exprimer une voix par action à toutes les assemblées des actionnaires de la Société, sauf les assemblées auxquelles seuls les porteurs d'une certaine catégorie peuvent exercer leur droit de vote. De plus, les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir les dividendes que déclare le conseil d'administration de la Société et de recevoir les biens et les éléments d'actif restants de la Société à sa dissolution, sous réserve des droits et des privilèges prioritaires rattachés à d'autres catégories d'actions ordinaires.

Les actions privilégiées peuvent être émises à l'occasion en une ou plusieurs séries. Avant l'émission d'une série d'actions privilégiées, le conseil d'administration de la Société peut établir le nombre d'actions privilégiées devant composer la série ainsi que la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions dont est assortie la série.

COURS ET VOLUME DES OPÉRATIONS

Les actions ordinaires sont négociées à la TSX sous le symbole « NGL ». Le tableau suivant présente la fourchette des cours et le volume des opérations pour les actions ordinaires à la TSX pour les périodes indiquées, publiés par la TSX.

	Haut (\$/action)	Bas (\$/action)	Volume
2011			
Janvier	8,35 \$	7,15 \$	5 140 286
Février	8,82 \$	7,22 \$	10 784 497
Mars	9,52 \$	7,80 \$	12 789 411
Avril	10,00 \$	9,16 \$	7 718 664
Mai	9,70 \$	8,43 \$	4 388 858
Juin	10,10 \$	8,83 \$	7 336 319
Juillet	10,54 \$	9,30 \$	7 603 261
Août	9,76 \$	7,35 \$	6 866 122
Septembre	8,47 \$	6,29 \$	3 051 017
Octobre	6,81 \$	5,27 \$	11 767 477
Novembre	7,07 \$	6,07 \$	8 296 964
Décembre	7,20 \$	6,00 \$	4 833 255
2012			
Du 1 ^{er} au 16 janvier	6,88 \$	6,00 \$	4 376 699

Le 10 janvier 2012, dernier jour de bourse avant l'annonce publique du placement, le cours de clôture des actions ordinaires à la TSX était de 6,63 \$. Le 16 janvier 2012, dernier jour de bourse avant le dépôt du présent prospectus simplifié, le cours de clôture des actions ordinaires à la TSX était de 6,02 \$.

Les débentures sont négociées à la TSX sous le symbole « NGL.DB ». Le tableau suivant présente la fourchette des cours et le volume des opérations pour les débentures à la TSX pour les périodes indiquées, publiés par la TSX.

	Haut (\$/débenture)	Bas (\$/débenture)	Volume
2011			
Janvier	99,19 \$	94,50 \$	122 200
Février	104,00 \$	97,75 \$	49 590
Mars	103,75 \$	100,02 \$	23 510
Avril	106,29 \$	103,75 \$	16 060
Mai	105,25 \$	103,50 \$	13 100
Juin	108,00 \$	104,25 \$	14 620
Juillet	107,60 \$	105,00 \$	8 390
Août	106,62 \$	100,00 \$	31 350
Septembre	101,00 \$	93,00 \$	26 290
Octobre	97,00 \$	85,00 \$	52 800
Novembre	98,50 \$	95,50 \$	10 400
Décembre	100,50 \$	96,50 \$	5 900
2012			
Du 1 ^{er} au 16 janvier	101,00 \$	99,95 \$	2 120

Le 10 janvier 2012, dernier jour de bourse avant l'annonce publique du placement, le cours de clôture des débentures à la TSX était de 100,99 \$. Le 16 janvier 2012, dernier jour de bourse avant le dépôt du présent prospectus simplifié, le cours de clôture des débentures à la TSX était de 100,31 \$.

VENTES OU PLACEMENTS ANTÉRIEURS

Au cours de la période de 12 mois précédant la date du présent prospectus simplifié, la Société a émis 859 000 actions ordinaires, dont les détails sont indiqués dans le tableau suivant.

Date d'émission	Nombre d'actions ordinaires émises	Prix d'émission par action ordinaire ou prix d'exercice (\$)
3 février 2011	10 000 ¹⁾	3,00 \$
8 février 2011	5 000 ¹⁾	4,00 \$
18 mars 2011	250 000 ¹⁾	3,00 \$
18 mars 2011	10 000 ¹⁾	3,90 \$
21 mars 2011	40 000 ¹⁾	3,00 \$
21 mars 2011	30 000 ¹⁾	4,43 \$
23 mars 2011	50 000 ¹⁾	4,43 \$
24 mars 2011	45 000 ¹⁾	3,00 \$
24 mars 2011	10 000 ¹⁾	4,00 \$
24 mars 2011	20 000 ¹⁾	4,43 \$
25 mars 2011	10 000 ¹⁾	5,30 \$
28 mars 2011	9 500 ¹⁾	4,00 \$
30 mars 2011	10 000 ¹⁾	3,90 \$
1 ^{er} avril 2011	2 500 ¹⁾	6,72 \$
4 avril 2011	5 000 ¹⁾	3,75 \$
8 avril 2011	10 000 ¹⁾	5,30 \$
21 avril 2011	10 000 ¹⁾	4,00 \$
26 avril 2011	6 000 ¹⁾	4,43 \$
26 avril 2011	4 000 ¹⁾	5,30 \$
8 juin 2011	10 000 ¹⁾	4,43 \$
28 juin 2011	10 000 ¹⁾	3,90 \$
29 juin 2011	40 000 ¹⁾	3,75 \$
29 juin 2011	10 000 ¹⁾	3,90 \$
29 juin 2011	10 000 ¹⁾	5,30 \$
8 août 2011	60 000 ¹⁾	3,75 \$
9 août 2011	65 000 ¹⁾	3,75 \$
11 août 2011	60 000 ¹⁾	3,75 \$

Date d'émission	Nombre d'actions ordinaires émises	Prix d'émission par action ordinaire ou prix d'exercice (\$)
15 septembre 2011	28 200 ¹⁾	4,43 \$
16 septembre 2011	11 800 ¹⁾	4,43 \$
7 novembre 2011	7 000 ¹⁾	4,43 \$
1 ^{er} décembre 2011	10 000 ¹⁾	5,30 \$
Total	859 000	3,68 \$

Note :

1) Émises dans le cadre de l'exercice d'options de la Société aux termes de son régime d'options d'achat d'actions.

Le 6 janvier 2011, la Société a émis des débentures convertibles subordonnées d'un capital global de 60 millions de dollars, qui étaient convertibles en actions ordinaires.

Au cours de la période de 12 mois précédant la date du présent prospectus simplifié, la Société a octroyé 914 000 options permettant d'émettre 914 000 actions ordinaires, dont les détails sont indiqués dans le tableau suivant.

Date d'octroi	Nombre et type de titres émis¹⁾	Prix d'exercice moyen (\$)
1 ^{er} février 2011	75 000 options	7,21 \$
18 mars 2011	420 000 options	8,40 \$
28 mars 2011	37 500 options	9,04 \$
1 ^{er} avril 2011	25 000 options	9,45 \$
18 avril 2011	85 000 options	9,30 \$
2 mai 2011	25 000 options	9,49 \$
24 mai 2011	24 000 options	9,23 \$
29 août 2011	10 000 options	7,63 \$
19 septembre 2011	75 000 options	8,23 \$
7 novembre 2011	77 500 options	6,88 \$
28 novembre 2011	60 000 options	6,15 \$
Total	914 000 options	8,19 \$

Note :

1) Chaque option donne à son porteur le droit d'acquérir une action ordinaire selon les modalités énoncées dans le régime d'options d'achat d'actions de la Société et expire cinq ans après sa date d'octroi. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Rémunération de la haute direction – Régime d'options d'achat d'actions » de la circulaire de sollicitation de procurations.

EMPLOI DU PRODUIT

Le produit net que la Société tirera de la vente des actions offertes (à l'exclusion de l'exercice de l'option de surallocation) est évalué à 42 227 500 \$, déduction faite de la rémunération des preneurs fermes de 2 222 500 \$, mais sans tenir compte des frais liés au placement estimés à 300 000 \$. Si l'option de surallocation est exercée intégralement, le produit net du placement est évalué à 48 561 625 \$, déduction faite de la rémunération des preneurs fermes de 2 555 875 \$, mais sans tenir compte des frais liés au placement estimés à 300 000 \$. La Société utilisera le produit tiré du placement pour réduire temporairement sa dette aux termes des facilités de crédit renouvelables à la date de clôture, et pourra par la suite affecter celles-ci, au besoin, à son programme d'immobilisations 2012, pour financer une partie de ses frais d'exploration et de développement à ses fins générales. Se reporter à la rubrique « Structure du capital consolidé de la Société » pour une description des facilités de crédit.

La dette aux termes des facilités de crédit a principalement été contractée pour le financement des dépenses en immobilisations et des frais d'exploitation dans le cours normal des activités. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, la Société a engagé des dépenses en immobilisations globales d'environ 123,7 millions de dollars, notamment des dépenses de 99,2 millions de dollars pour le forage et l'achèvement de puits, 17,0 millions de dollars pour les installations, les pipelines et l'équipement de puits, 7,2 millions de dollars pour les terrains et les données sismiques et 0,3 million de dollars pour les

frais non sectoriels et les activités connexes. Des dépenses en immobilisations continues devraient être engagées dans le cadre des activités de forage et d'achèvement, des terrains, des données sismiques, de la construction d'installations et d'achat de biens dans le cadre du programme de dépenses en immobilisations de la Société pour 2012. Le budget des dépenses en immobilisations pour 2012 n'a pas été diffusé publiquement, mais on prévoit qu'il se situera dans la fourchette de 180,0 millions de dollars à 200,0 millions de dollars. Le produit net devant être tiré du placement sera affecté au remboursement de la dette contractée aux termes de la facilité de crédit, puis des sommes seront prélevées sur celle-ci et affectées, au besoin, au financement de l'expansion du programme de dépenses en immobilisations par rapport aux niveaux de 2011 et, particulièrement, à l'intensification des forages de la Société dans la zone de Harmattan propice au pétrole léger (projet Cardium). En 2011, la Société a creusé un puits net dans cette zone, et elle prévoit y forer environ 20 puits nets en 2012.

On prévoit que la Société utilisera le produit net du placement pour atteindre ses objectifs commerciaux, à savoir créer une croissance durable et rentable en participant au secteur pétrolier et gazier dans l'Ouest canadien. Pour y parvenir, la Société a l'intention de continuer de mettre en œuvre un programme interne d'exploration et de développement en cycle complet, conjugué à des acquisitions stratégiques de terrains pétroliers et gaziers qui lui semblent présenter d'autres possibilités sur le plan de l'exploitation, du développement et de l'exploration. Angle envisagera également des occasions d'acquisitions d'entreprises qui répondent à ses paramètres commerciaux. La Société croit qu'elle a les capacités et les ressources requises pour atteindre ses objectifs commerciaux déclarés. Toutefois, la participation à des activités d'exploration et de développement liées au pétrole brut léger et au gaz naturel comporte inévitablement un certain nombre de risques. Même si la Société s'attend à dépenser le produit du placement de la façon énoncée ci-dessus, dans certains cas, elle pourrait devoir réaffecter le produit net en fonction de ses activités futures sur ses terrains ou à cause d'événements imprévus. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque ». L'atteinte des objectifs commerciaux de la Société n'est pas tributaire de la survenance d'un événement ni du franchissement d'un jalon particulier.

MODE DE PLACEMENT

Conformément aux modalités d'une convention de prise ferme intervenue en date du 10 janvier 2012 entre la Société et les preneurs fermes (la « **convention de prise ferme** »), la Société a accepté d'émettre et de vendre, et les preneurs fermes ont accepté d'acheter d'elle, par voie de prise ferme et à la date de clôture, 7 000 000 d'actions offertes au prix de 6,35 \$ chacune payable comptant à la Société contre livraison des certificats représentant les actions offertes. Les obligations des preneurs fermes aux termes de la convention de prise ferme peuvent être résiliées à leur gré sur le fondement de leur appréciation de la conjoncture des marchés des capitaux et peuvent aussi être résiliées si certains événements précisés se produisent. Toutefois, les preneurs fermes sont tenus de prendre livraison de toutes les actions offertes et de les régler si l'une d'elle est achetée aux termes de la convention de prise ferme.

La Société a attribué aux preneurs fermes l'option de surallocation leur permettant d'acheter des actions offertes supplémentaires représentant jusqu'à 15 % du nombre d'actions offertes, à leur gré, selon les mêmes modalités que celles du placement, qu'ils peuvent exercer en totalité ou en partie à l'occasion, mais au plus tard le 30^e jour suivant la date de clôture, pour couvrir les surallocations, le cas échéant, et aux fins de stabilisation du marché. Si l'option de surallocation était exercée intégralement, le prix d'offre, la rémunération des preneurs fermes et le produit net revenant à la Société (avant déduction des frais du placement estimés à 300 000 \$) totaliseraient respectivement 51 117 500 \$, 2 555 875 \$ et 48 561 625 \$. Le présent prospectus simplifié vise également le placement de l'option de surallocation et l'émission d'actions offertes supplémentaires à l'exercice de cette option.

La Société s'est engagée à verser aux preneurs fermes une rémunération correspondant à 5 % du produit brut du placement, ce qui correspond à 0,3175 \$ par action offerte et par action offerte supplémentaire, selon le cas, en contrepartie de leurs services dans le cadre du placement. La clôture du placement devrait

avoir lieu vers le 2 février 2012 ou à toute autre date dont peuvent convenir par écrit la Société et les preneurs fermes. Le prix d'offre par action offerte a été établi par voie de négociation entre la Société et le chef de file, pour son propre compte et pour celui des autres preneurs fermes.

Les obligations des preneurs fermes aux termes de la convention de prise ferme sont individuelles et non solidaires, et elles peuvent être résiliées à leur gré sur le fondement de leur appréciation de la conjoncture des marchés des capitaux et peuvent aussi être résiliées si certains événements précisés se produisent. Si un preneur ferme omet d'acheter les actions offertes qu'il s'est engagé à acheter, les autres preneurs fermes peuvent, sans y être tenus, acheter ces actions offertes, à moins que le nombre d'actions offertes qu'un ou plusieurs preneurs fermes refusent d'acheter représente au plus 9 % du nombre total d'actions offertes, auquel cas les autres preneurs fermes sont tenus d'acheter proportionnellement les actions offertes. Toutefois, les preneurs fermes sont tenus de prendre livraison de toutes les actions offertes au prix d'offre et d'en régler le prix si l'une des actions offertes est achetée aux termes de la convention de prise ferme. La Société s'est engagée à indemniser les preneurs fermes à l'égard de certaines obligations.

En vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, les preneurs fermes ne peuvent, à aucun moment pendant la durée du placement aux termes du présent prospectus simplifié, offrir d'acheter ou acheter des actions ordinaires. La restriction précitée comporte certaines exceptions, notamment a) une offre d'achat ou un achat d'actions ordinaires effectué par l'entremise de la TSX en conformité avec les Règles universelles d'intégrité du marché de Services de réglementation du marché Inc., b) une offre d'achat ou un achat effectué pour le compte d'un client, autres que certains clients prescrits, à la condition que l'ordre du client n'ait pas été sollicité par un preneur ferme ou, si l'ordre du client a été sollicité, que la sollicitation ait eu lieu avant le début d'une période assujettie à des restrictions et c) une offre d'achat ou un achat pour couvrir une position à découvert conclu avant la période de placement de la façon prescrite par les règles. Les preneurs fermes peuvent entreprendre des activités de stabilisation ou d'équilibrage du marché sur la TSX lorsque l'offre d'achat ou l'achat des actions ordinaires est fait dans le but de maintenir un marché ordonné et équitable pour les actions ordinaires, sous réserve des restrictions de prix applicables à ces offres d'achat ou achats. Ces opérations, si elles sont entreprises, peuvent être interrompues à tout moment.

La Société s'est engagée à faire des efforts raisonnables sur le plan commercial pour préparer et déposer le présent prospectus simplifié conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables des provinces dans lesquelles les actions offertes seront placées (les « **provinces visées par la vente** »), pour satisfaire à tous les commentaires des autorités de réglementation de chacune des provinces visées par la vente à l'égard du présent prospectus simplifié et pour obtenir un visa à l'égard du prospectus simplifié définitif autorisant le placement des actions offertes dans chacune des provinces visées par la vente dès que possible et, dans tous les cas, au plus tard à 17 h (heure de Calgary) le 27 janvier 2012, sauf que si la Société n'a pas obtenu un visa à l'égard du prospectus simplifié définitif autorisant le placement des actions offertes, elle continuera de faire des efforts raisonnables sur le plan commercial pour l'obtenir.

Les preneurs fermes projettent initialement de placer les actions offertes auprès du public au prix d'offre indiqué sur la page couverture du présent prospectus simplifié. Sous réserve des lois applicables et sans modifier l'obligation ferme des preneurs fermes d'acheter de la Société les 7 000 000 d'actions offertes au prix de 6,35 \$ par action offerte conformément à la convention de prise ferme, une fois que les preneurs fermes auront fait raisonnablement de leur mieux pour vendre la totalité des actions offertes visées par les présentes au prix indiqué aux présentes, le prix d'offre pourrait être réduit et modifié à l'occasion pour s'établir à un montant qui n'est pas supérieur au prix d'offre indiqué aux présentes. Une telle baisse du prix d'offre n'aura aucune incidence sur la rémunération de 0,3175 \$ par action ordinaire que la Société doit verser aux preneurs fermes, et elle ne diminuera pas le produit net tiré du placement revenant à la Société. Les preneurs fermes informeront la Société si le prix d'offre au public est réduit.

La Société a accepté d'indemniser les preneurs fermes, les membres de leur groupe et leurs administrateurs, dirigeants, employés et mandataires respectifs de certaines responsabilités et de certains frais.

La Société a accepté qu'à tout moment pendant la période de 90 jours qui suit la clôture du placement, elle ne peut, sans le consentement préalable du chef de file, lequel ne peut être refusé sans motif sérieux, offrir, émettre, vendre ou échanger des actions ordinaires ou des titres convertibles en actions ordinaires ou échangeables contre des actions ordinaires, annoncer un placement de ces titres ou conclure une convention à l'égard de cette émission, de cette vente ou de cet échange ni annoncer la conclusion d'une convention en ce sens, exception faite des actions ordinaires devant être émises au moment de l'exercice de titres convertibles en circulation et d'options supplémentaires qui peuvent être émises dans le cours normal des activités aux termes du régime d'options d'achat d'actions de la Société ou pour satisfaire à des instruments et à des conventions existants et déjà émis et signés avant la date de la convention de prise ferme.

Les actions offertes et les actions offertes supplémentaires n'ont pas été et ne seront pas inscrites en vertu de la Loi de 1933 ou d'une loi sur les valeurs mobilières d'un État et, par conséquent, elle ne peuvent être offertes ni vendues aux États-Unis ni à des personnes des États-Unis (au sens attribué au terme *U.S. person* dans le *Regulation S* pris en vertu de la Loi de 1933) ou pour leur compte, sauf dans le cadre d'opérations dispensées des exigences d'inscription prévues par ces lois. Sauf comme le permet la convention de prise ferme et comme le permettent expressément les lois américaines applicables, les preneurs fermes ne peuvent offrir ni vendre des actions offertes aux États-Unis.

Le présent prospectus simplifié ne constitue pas une offre de vente ni la sollicitation d'une offre d'achat à l'égard des titres offerts par les présentes aux États-Unis. De plus, jusqu'à l'expiration d'une période de 40 jours après le début du présent placement, une offre ou une vente de titres aux États-Unis par un courtier (qu'il participe ou non au placement) pourrait violer les exigences d'inscription prévues par la Loi de 1933 si cette offre ou cette vente était effectuée autrement qu'en conformité avec une dispense des exigences d'inscription prévue par la Loi de 1933.

Au Royaume-Uni, le placement ne peut être effectué qu'auprès i) de personnes à l'extérieur du Royaume-Uni ou ii) de personnes au Royaume-Uni qui a) sont des investisseurs qualifiés (au sens attribué au terme *qualified investors* à l'alinéa 86(7) de la Loi FSMA) qui agissent à titre de contrepartistes ou dans les circonstances visées par le paragraphe 86(2) de la Loi FSMA et b) font partie des catégories de personnes indiquées au paragraphe 19(5) (*Investment professionals*) qui sont des personnes possédant une expérience professionnelle en matière de placement ou aux alinéas a) à d) du paragraphe 49(2) (*high net worth companies, unincorporated associations, etc.*) de l'ordonnance 2005 (*Financial Promotion*) prise en vertu de la Loi FSMA (les « **personnes concernées** »). Les titres offerts aux présentes s'adressent seulement aux personnes concernées et toute incitation, offre ou entente de souscription, d'achat ou de toute autre acquisition de tels titres seront effectués seulement avec de telles personnes concernées. Une personne qui n'est pas une personne concernée ne devrait pas agir sur la foi du présent document ou de son contenu ni s'en remettre à celui-ci. Le présent prospectus simplifié n'est pas un prospectus approuvé (au sens attribué au terme *approved prospectus* dans le paragraphe 85(7) de la Loi FSMA). En conséquence, son contenu n'a pas été examiné ni approuvé par l'autorité du Royaume-Uni appelée Financial Services Authority ni par la London Stock Exchange Plc et il n'a pas été approuvé par une personne autorisée en vertu de la Loi FSMA aux fins de l'article 21 de la Loi FSMA.

Les souscriptions d'actions offertes seront reçues sous réserve de leur rejet ou de leur allocation, en totalité ou en partie, et sous réserve du droit de fermer le registre des souscriptions à tout moment sans préavis. Il est prévu que la clôture aura lieu vers le 2 février 2012 ou à toute autre date dont la Société et les preneurs fermes pourront convenir par écrit. Sauf dans des circonstances restreintes, i) les actions offertes seront émises et déposées sous forme électronique auprès de Services de dépôt et de

compensation CDS inc. (« **CDS** ») ou son prête-nom par l'entremise du système d'inscription en compte administré par CDS, ii) aucun certificat représentant les actions offertes ne sera livré aux souscripteurs et iii) les souscripteurs ne recevront qu'un avis d'exécution du preneur ferme ou d'un autre courtier inscrit qui est un adhérent de CDS et auprès de qui ou par l'intermédiaire de qui les participations véritables dans les actions offertes sont achetées. Les souscripteurs qui ne reçoivent pas de certificat représentant les actions offertes qu'ils ont souscrites à la clôture ont le droit, en vertu de l'ABCA, de demander un certificat à leur nom. Ils devront faire cette demande par l'adhérent de CDS par l'intermédiaire duquel les participations véritables dans les titres sont détenues au moment de la demande. Sous réserve des lois applicables, les preneurs fermes peuvent, dans le cadre du placement, effectuer des opérations visant à stabiliser ou à maintenir le cours des actions ordinaires à d'autres niveaux que ceux qui se formeraient autrement sur le marché libre. Une fois commencées, ces opérations pourront être interrompues à tout moment.

La Société a demandé l'inscription à la cote de la TSX des actions offertes et des actions offertes supplémentaires placées aux termes du présent prospectus simplifié. L'inscription à la cote sera subordonnée à l'obligation, pour la Société, de remplir toutes les conditions d'inscription applicables de la TSX.

RELATION ENTRE LA SOCIÉTÉ ET CERTAINS PRENEURS FERMES

BMO Nesbitt Burns Inc. et Marchés mondiaux CIBC Inc. sont toutes deux des filiales en propriété exclusive directe ou indirecte de banques canadiennes (les « **Banques** ») qui prêtent de l'argent à la Société aux termes des facilités de crédit. Par conséquent, la Société pourrait être considérée comme un « émetteur associé » à ces preneurs fermes en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Se reporter à la note 3 du tableau figurant à la rubrique « Structure du capital consolidé de la Société » pour de plus amples renseignements sur les facilités de crédit et ses dettes en cours. Aux termes des facilités de crédit, la Société devait aux Banques et à d'autres institutions financières une somme d'environ 127,3 millions de dollars au 30 septembre 2011. À l'heure actuelle, la Société respecte toutes les modalités importantes des conventions régissant les facilités de crédit et aucun prêteur n'a renoncé à une violation de ces conventions par la Société depuis leur signature. Les facilités de crédit sont garanties par une débenture à charge fixe et flottante de premier rang grevant la totalité des actifs d'Angle. Sous réserve de ce qui précède et sauf en ce qui concerne les variations du cours du pétrole, du gaz naturel et des liquides de gaz naturel, la situation financière de la Société et la valeur de la garantie à l'égard des facilités de crédit n'ont pas changé de façon défavorable depuis que la dette aux termes des facilités de crédit a été contractée. Le produit tiré du placement sera initialement affecté au remboursement de la dette envers les Banques aux termes des facilités de crédit.

La décision d'effectuer le placement des actions offertes et l'établissement des modalités du placement ont fait l'objet de négociations entre la Société et le chef de file pour le compte des preneurs fermes. Les Banques n'ont pas participé à la décision d'effectuer le placement ni à l'établissement de ses modalités, mais elles ont été informées de l'émission et des modalités du placement. Par suite du placement, BMO Nesbitt Burns Inc. et Marchés mondiaux CIBC Inc. recevront leurs parts respectives de la rémunération des preneurs fermes que la Société doit verser aux preneurs fermes et les Banques recevront de la Société une partie du produit tiré du présent placement à titre de remboursement temporaire de la dette en cours. Se reporter à la rubrique « Emploi du produit ».

ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT

De l'avis d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., conseillers juridiques de la Société, et de Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL, conseillers juridiques des preneurs fermes, d'après les dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de son règlement d'application (la « **LIR** ») en vigueur à la date des présentes, ainsi que les propositions de modification de la LIR publiquement annoncées par le

ministre des Finances du Canada ou pour son compte avant la date des présentes, pourvu que les actions offertes soient inscrites à la cote d'une bourse de valeurs désignée (ce qui comprend la TSX), elles constitueront des placements admissibles en vertu de la LIR pour des fiducies régies par des régimes enregistrés d'épargne-retraite (les « **REER** »), des fonds enregistrés de revenus de retraite (les « **FERR** »), des régimes de participation différée aux bénéfices, des régimes enregistrés d'épargne-études, des régimes enregistrés d'épargne-invalidité et des comptes d'épargne libre d'impôt (les « **CELI** ») et, dans le cas d'un REER, d'un FERR et d'un CELI, pourvu que le rentier ou le titulaire n'ait pas de lien de dépendance avec la Société aux fins de la LIR et ne détienne pas une « participation notable » (au sens de la LIR) dans la Société ou dans une société par actions, une société de personnes ou une fiducie qui a un lien de dépendance avec la Société aux fins de la LIR, les actions offertes ne constitueront pas un « placement interdit » en vertu de la LIR pour le REER, le FERR ou le CELI en question.

FACTEURS DE RISQUE

Un placement dans les actions offertes et les actions offertes supplémentaires devrait être considéré comme spéculatif en raison de divers facteurs, dont la nature de la participation de la Société dans les activités d'exploration de réserves et de ressources de pétrole et de gaz naturel ainsi que dans l'acquisition, le développement et l'exploitation de telles réserves et ressources. L'entreprise de la Société est exposée aux risques inhérents au secteur pétrolier et gazier, notamment aux risques liés à la commercialisation du pétrole et du gaz naturel, à la concurrence avec des sociétés possédant plus de ressources, à l'acquisition, à l'exploration et à l'exploitation, au besoin de capitaux, aux fluctuations du prix sur le marché du pétrole et du gaz naturel et de la demande s'y rapportant, ainsi qu'à la réglementation du secteur pétrolier et gazier par divers paliers gouvernementaux. L'information relative aux réserves de pétrole et de gaz naturel et à la récupération de ces réserves qui est intégrée par renvoi dans le présent prospectus simplifié est estimative, si bien que la production réelle et les réserves que la Société récupérera en fin de compte de ses terrains et acquisitions, pourraient être supérieures ou inférieures aux estimations figurant dans le présent prospectus simplifié. Le succès des acquisitions ainsi que des projets d'exploration et de développement ne peut être garanti. Les investisseurs doivent se fier à la capacité, à l'expertise, au jugement, au pouvoir discrétionnaire, à l'intégrité et à la bonne foi de la direction de la Société.

Les facteurs de risque inhérents à la Société sont exposés dans la notice annuelle ainsi que dans le rapport de gestion, qui sont tous deux intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié. Les acquéreurs éventuels devraient examiner attentivement ces facteurs de risque, ainsi que tous les autres renseignements figurant ou intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié, et en tenir compte avant de décider d'investir dans les titres offerts aux présentes. Il se pourrait toutefois qu'il ne s'agisse pas des seuls risques auxquels peut être exposée la Société. Des risques supplémentaires actuellement inconnus pourraient également influencer défavorablement sur l'entreprise, les activités et les résultats d'exploitation de la Société.

Volatilité du cours des actions ordinaires

Le cours des actions ordinaires peut être volatil, ce qui est susceptible d'empêcher les porteurs de débentures de vendre celles-ci à un prix avantageux. La fluctuation du cours des actions ordinaires pourrait être due au fait que les résultats d'exploitation de la Société ne répondent pas aux attentes des analystes de titres ou des investisseurs au cours d'un trimestre, aux révisions à la baisse des estimations des analystes de titres, aux mesures réglementaires gouvernementales, à l'évolution défavorable de la conjoncture générale du marché ou des tendances économiques, aux acquisitions, aux aliénations ou aux autres annonces publiques importantes faites par la Société ou ses concurrents ainsi qu'à une variété de facteurs supplémentaires, notamment ceux qui sont énoncés à la rubrique « Énoncés prospectifs ». En outre, le cours et la négociation des titres sur les marchés boursiers ont récemment connu des fluctuations

marquées, qui ont entraîné une volatilité du cours des titres qui n'avait souvent aucun lien avec l'évolution des résultats d'exploitation ou qui était disproportionnée par rapport à celle-ci. Ces fluctuations générales des cours pourraient avoir une incidence défavorable sur le cours des actions ordinaires.

Conditions du marché

En raison de la faiblesse de la conjoncture économique mondiale et de son incidence sur le prix du pétrole, du gaz naturel et d'autres marchandises, la Société, ainsi que tous les autres émetteurs du secteur du pétrole et du gaz naturel, pourraient subir une réduction des flux de trésorerie et se buter à un accès limité aux capitaux jusqu'à ce que les conditions s'améliorent. Une période prolongée de conditions défavorables du marché pourrait faire obstacle à la capacité de la Société à financer des dépenses en immobilisations prévues. De plus, une période prolongée de conditions défavorables du marché pourrait faire obstacle à la capacité de la Société à refinancer ses facilités de crédit ou à obtenir autrement du financement à l'échéance de la facilité ou si les limites de prêt aux termes de la facilité sont réduites par suite d'un examen périodique. Dans chaque cas, la capacité de la Société à maintenir et accroître ses réserves et à exploiter pleinement ses terrains au bénéfice des actionnaires en subirait les contrechocs.

Risques liés aux acquisitions

L'acquisition de terrains pétrolifères et gazéifères ou de sociétés œuvrant dans ce secteur est fondée en grande partie sur des évaluations techniques, environnementales et économiques effectuées par l'acquéreur, des ingénieurs indépendants et des conseillers. Ces évaluations comportent une série d'hypothèses concernant des facteurs comme la récupération et la commercialisation du pétrole et du gaz naturel, les restrictions environnementales et les interdictions concernant les rejets et les émissions de différentes substances, les prix futurs du pétrole et du gaz naturel et les coûts d'exploitation futurs, les dépenses en immobilisations futures et les redevances et autres droits gouvernementaux qui seront imposés pendant la durée de l'exploitation des réserves. Plusieurs de ces facteurs peuvent changer et sont indépendants du contrôle de la Société. Toutes ces évaluations comportent un certain degré d'incertitude sur le plan géologique, technique, environnemental et réglementaire qui pourrait faire en sorte que la production ou les réserves soient inférieures ou que les dépenses d'exploitation ou les dépenses en immobilisations soient supérieures à ce qui était prévu.

Bien qu'un examen de titres de propriété et d'études environnementales soit effectué avant un achat d'actifs de ressources, l'examen en question ne peut garantir qu'une faille non détectée dans la chaîne de titres de propriété ne sera pas utilisée afin de contester le titre de propriété de la Société à l'égard de certains actifs ou que des problèmes environnementaux n'existent pas ou ne soient pas plus importants que prévu. De tels problèmes pourraient nuire à la valeur des actifs acquis et aux titres de la Société.

Dépendance à l'égard de tiers fournisseurs de services

La mise en œuvre du programmes de dépenses en immobilisations de la Société requiert l'accès à des services techniques de qualité sur le terrain. L'accès à ces services peut être limité par leur coût et d'autres facteurs pouvant accroître la demande. Si la Société n'est pas en mesure d'obtenir les services de tiers fournisseurs de qualité ou si la Société est incapable de les obtenir au prix budgété dans les programmes de dépenses en immobilisations, cette incapacité pourrait avoir un effet défavorable important sur l'entreprise de la Société.

Marché pour la négociation des actions ordinaires

La Société a demandé l'inscription à la cote de la TSX des actions offertes (y compris des actions offertes supplémentaires devant être émises aux termes de l'option de surallocation) placées aux termes du présent

prospectus simplifié. L'inscription à la cote sera subordonnée à l'obligation, pour la Société, de remplir toutes les conditions d'inscription de la TSX. Rien ne garantit qu'un marché public actif sera maintenu pour la négociation des actions ordinaires, et le cours des actions pourrait baisser en deçà du prix d'émission des actions ordinaires.

La Société peut affecter le produit tiré du présent placement à d'autres fins que celles qui sont énoncées dans le présent prospectus simplifié

La Société a actuellement l'intention d'affecter le produit tiré du placement comme il est décrit à la rubrique « Emploi du produit » du présent prospectus simplifié. Toutefois, la direction disposera de pouvoirs discrétionnaires pour l'affectation réelle du produit, et elle pourrait choisir d'affecter le produit autrement que selon les emplois décrits à la rubrique « Emploi du produit » si elle juge qu'il serait dans l'intérêt de la Société de le réaffecter, compte tenu de l'évolution des circonstances. L'incapacité de la direction d'affecter ces fonds de façon efficace pourrait avoir un effet défavorable important sur l'entreprise de la Société.

Financement futur

La Société pourrait, à l'avenir, avoir besoin de capitaux et émettre des titres de participation ou des titres d'emprunt afin de financer ses activités d'exploration, de développement et d'exploitation futures. Rien ne garantit qu'elle pourra obtenir un financement supplémentaire lorsqu'elle en aura besoin ou selon des modalités acceptables. Son incapacité de recueillir des capitaux pour appuyer ses activités en cours et pour financer ses dépenses en immobilisations ou acquisitions pourrait restreindre son expansion ou avoir une incidence défavorable importante sur elle. La Société ne peut prédire la taille des émissions futures de titres de participation ou de titres d'emprunt, ni l'incidence éventuelle de futures émissions et ventes de ses titres sur le cours des actions ordinaires.

Les énoncés prospectifs pourraient se révéler inexacts

Les investisseurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. De par leur nature, ces énoncés comportent de nombreuses hypothèses, des risques connus et inconnus et des incertitudes, d'ordre général et particulier, pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ce que laissent entendre les énoncés prospectifs ou contribuant à la possibilité que les prédictions, les prévisions ou les projections se révèlent considérablement inexactes.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur les risques, les hypothèses et les incertitudes dans le présent prospectus simplifié à la rubrique « Énoncés prospectifs ».

POURSUITES

À la connaissance de la Société, la Société et ses terrains ne sont visés par aucune poursuite ni mesure réglementaire importante pour la Société et, à la connaissance de la Société, aucune procédure de la sorte n'est envisagée.

**AUDITEURS, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ
DE LA TENUE DES REGISTRES**

Les auditeurs de la Société sont KMPG s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables agréés.

Valiant Trust Company est l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts pour les actions ordinaires et le fiduciaire des débentures, à son bureau principal de Calgary, en Alberta, et à sa succursale de Toronto, en Ontario.

INTÉRÊTS DES EXPERTS

Certaines questions d'ordre juridique portant sur le placement seront traitées par Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., pour le compte de la Société, et par Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL, pour le compte des preneurs fermes. À la date des présentes, Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. et Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL, ainsi que leurs professionnels désignés, en tant que groupe, sont les propriétaires véritables, directement ou indirectement, de moins de 1 % des titres en circulation de la Société, des personnes qui ont un lien avec elle et des membres de son groupe. M^{me} Noralee Bradley, présidente du conseil de la Société, est associée auprès d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Les données sur l'estimation des réserves intégrées par renvoi dans le présent prospectus simplifié proviennent de rapports préparés par GLJ Petroleum Consultants Ltd. (« **GLJ** »), à titre d'évaluateurs de réserves indépendants, à l'égard des réserves de la Société. À la date des présentes, à la connaissance de la Société, GLJ et ses dirigeants, administrateurs, employés et conseillers ne sont propriétaires véritables, directement ou indirectement, d'aucun titre de la Société, des personnes avec lesquelles elle a des liens et des membres de son groupe.

KMPG s.r.l./ s.e.n.c.r.l., vérificateurs de la Société, sont indépendants de la Société en vertu des règles de déontologie qui s'appliquent aux vérificateurs en Alberta.

Grant Thornton LLP, auditeurs des vendeurs, sont indépendants de Compton Petroleum Corporation conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent aux vérificateurs en Alberta.

DROITS DE RÉSOLUTION ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces du Canada confère au souscripteur ou à l'acquéreur un droit de résolution. Ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables suivant la réception réelle ou réputée du prospectus et des modifications. Dans plusieurs provinces, la législation permet également au souscripteur ou à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus contient de l'information fausse ou trompeuse ou ne lui a pas été transmis. Ces droits doivent être exercés dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

CONSETEMENTS DES AUDITEURS

Consentement de KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Au conseil d'administration d'Angle Energy Inc.

Nous avons lu le prospectus simplifié d'Angle Energy Inc. (la « **Société** ») daté du ● janvier 2012 relatif à l'admissibilité aux fins de placement d'actions ordinaires de la Société. Nous nous sommes conformés aux normes généralement reconnues du Canada concernant l'intervention des auditeurs sur des documents de placement.

Nous consentons à ce que soit intégré par renvoi dans le prospectus simplifié susmentionné notre rapport aux actionnaires de la Société portant sur les bilans consolidés de la Société aux 31 décembre 2010 et 2009 et sur les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices clos à ces dates. Notre rapport est daté du 14 mars 2011.

(signé) « ● »
Comptables agréés
Calgary, Canada
Le ● 2012

Consentement de Grant Thornton LLP

Au conseil d'administration d'Angle Energy Inc.

Nous avons lu le prospectus simplifié d'Angle Energy Inc. (la « **Société** »), daté du ● janvier 2012, relatif à l'admissibilité aux fins de placement d'actions ordinaires de la Société. Nous nous sommes conformés aux normes généralement reconnues du Canada concernant l'intervention de l'auditeur sur des documents de placement.

Nous consentons à ce que soit intégré par renvoi dans le prospectus simplifié susmentionné notre rapport aux administrateurs de Compton Petroleum Corporation sur les tableaux des produits, redevances, charges d'exploitation et frais de transport relatifs aux biens dans l'Ouest de Niton qui ont été acquis par la Société conformément à la convention d'achat et de vente, datée du 7 juin 2010 pour chacun des exercices compris dans la période de deux exercices terminée le 31 décembre 2009. Notre rapport est daté du 9 juin 2010.

(signé) « ● »
Comptables agréés
Calgary, Canada
Le ● 2012

ATTESTATION DE LA SOCIÉTÉ

Le 17 janvier 2012

Le présent prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de chaque province du Canada.

(signé) « *Gregg Fischbuch* »
Chef de la direction

(signé) « *Stuart Symon* »
Vice-président, Finances,
chef des finances et secrétaire

Au nom du conseil d'administration

(signé) « *Noralee Bradley* »
Administratrice

(signé) « *Jacob Roorda* »
Administrateur

ATTESTATION DES PRENEURS FERMES

Le 17 janvier 2012

À notre connaissance, le présent prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de chaque province du Canada.

FirstEnergy Capital Corp.

(signé) « *Jamie N. Ha* »
Directeur, Financement d'entreprise

BMO Nesbitt Burns Inc.

(signé) « *Eric L. Toews* »
Administrateur délégué

Marchés mondiaux CIBC Inc.

(signé) « *John M. Peltier* »
Administrateur principal,
Services bancaires
d'investissement

Financière Banque Nationale Inc.

(signé) « *Arun Chandrasekaran* »
Administrateur délégué,
Financement d'entreprise
et services bancaires
d'investissement

Paradigme Capital Inc.

(signé) « *Kevin J. Smith* »
Administrateur délégué,
Services bancaires
d'investissement

Valeurs mobilières Cormark Inc.

(signé) « *Dion Degrand* »
Directeur, Services bancaires d'investissement

AltaCorp Capital Inc.

(signé) « *Gurdeep S. Gill* »
Administrateur délégué,
Services bancaires d'investissement

Valeurs Mobilières Dundee Ltée

(signé) « *Sheldon McDonough* »
Directeur,
Services bancaires d'investissement liés à l'énergie